



VOL. CII N° 298

LES SAMEDI 31 DÉCEMBRE 2011 ET DIMANCHE 1^{ER} JANVIER 2012

2,63\$ + TAXES = 2,99\$

2011 SOUS LE REGARD DES HUMORISTES



Les Zapartistes, spécialistes de l'humour politique, sur la scène du Métropolis, jeudi soir, pour présenter leur revue de l'année, Zap 2011.

Vaut-il mieux en rire? Pas sûr!

Aux derniers jours de 2011, les revues de l'année se succèdent: spectacle des Zapartistes, celui du Rideau Vert, le Bye Bye... On rit, oui. Mais le portrait, même déformé par la caricature, est morose. Peut-on s'étrangler à force de rire jaune?

CATHERINE LALONDE

La question a fusé au sortir de Zap 2011, la revue des militants humoristes Les Zapartistes. Le spectacle qui l'an dernier a paru à votre critique cinglant et plein d'esprit a laissé cette fois une tristesse et un sentiment d'impuissance.

Grosse déprime en sortant d'un show d'humour. Est-ce normal, docteur?

Après un petit sondage pas du tout exhaustif, le sentiment s'est révélé partagé. Pas par les jeunes: eux se sont tapés sur les cuisses devant le retors et insaisissable Charest, le Harper-Darth-Vader-proprétaire-du-Canada et l'inarrêtable Raoul Duquay au *Ô Kéék* compulsif, livrés par Brigitte

Poupart, Christian Vanasse, François Patenaude et les recrues Vincent Bolduc et Jean-François Nadeau. Mais certains 35 ans et plus ont ri trop jaune pour y prendre plaisir. Cette tristesse traduit-elle le marasme qui englué l'actualité? Y a-t-il une limite à rire du politique en démocratie, quand on devrait, en qualité de citoyen, se sentir responsable de l'état des choses? Et combien de

VOIR PAGE A 8: RIRE

■ L'éditorial de Josée Boileau, page B 4: Risible, désespérément

ÉNERGIES VERTES

Hydro doit offrir des prix garantis

Le rapport de l'équipe spéciale sur les énergies émergentes propose une nouvelle stratégie de développement

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Le Québec doit mettre en place un «programme de tarifs de rachat garantis» s'il veut que les énergies émergentes se taillent une place viable sur le marché énergétique québécois.

Telle est la recommandation centrale du rapport de l'Équipe spéciale sur les nouvelles énergies renouvelables, dont Québec avait confié la présidence à l'écologiste Steven Guilbeault, du groupe Équiterre, à l'été 2009.

Le rapport en question, dont *Le Devoir* a obtenu copie, a été remis à l'ex-ministre des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF), Nathalie Normandeau, à la fin de 2010. Mais le MRNF a refusé de le rendre public depuis, alléguant que ses fonctionnaires étaient toujours occupés à l'étudier, ce qui serait plutôt le cas d'Hydro-Québec, où on se demande comment se soustraire à la recommandation centrale, selon notre source. En août dernier, 18 au-

VOIR PAGE A 8: ÉNERGIES VERTES



ÉMILIE FOLIE-BOIVIN LE DEVOIR

CAHIER PLAISIRS

En boire de toutes les couleurs à Tequila

■ À lire en page D 1

BON CONGÉ!

Le Devoir ne sera pas publié lundi ni mardi. De retour mercredi.

INDEX

Actualités.....	A 2	Idées.....	B 5
Annonces.....	C 7	Monde.....	C 6
Avis publics..	C 5	Mots croisés..	D 6
Bourse.....	C 4	Météo.....	C 4
Décès.....	C 7	Perspectives..	B 1
Dossier.....	A 6	Sports.....	C 5
Économie.....	C 1	Sudoku.....	D 4
Éditorial.....	B 4		

L'ANNÉE DE L'INDIGNATION (4)

Remise en question d'un système injuste

Occupy Wall Street a créé un «fantastique laboratoire vivant» autour des valeurs démocratiques, dit une chercheuse de Montréal

Le mouvement Occupy Wall Street, lancé à Vancouver par la revue anticonsumériste *Adbusters*, a atteint cet automne des centaines de villes, dont Montréal, mettant en lumière les échecs du capitalisme. Dernier d'une série de quatre articles.

ÉRIC DESROSIERS

Joan Deas ne croyait pas être du bois dont on fait les militants. Chercheuse en relations internationales à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM, la jeune Française de 25 ans avait toujours préféré jusque-là le rôle d'observatrice. Mais quelque chose a changé lorsqu'elle a vu fleurir le printemps arabe.

«Ça a été un choc de voir ces populations privées de tous les droits nous servir une pareille leçon de démocratie. Jusque-là, on

était tous plongés dans une sorte de léthargie, même si la crise avait montré, une fois de plus, que notre modèle de développement mène à la catastrophe. Que le système est comme ce personnage de dessin animé qui continue de courir droit devant lui sans se rendre compte qu'il a dépassé le bord du précipice et qu'il n'y a plus que le vide sous ses pieds. Quand j'ai vu arriver le mouvement Occupons Montréal, j'ai

VOIR PAGE A 8: SYSTÈME

■ De quoi l'indignation est-elle le symptôme?, page A 6



MIKE SEGAR REUTERS

Des policiers de New York arrêtent un protestataire au cours d'une «journée d'action» du mouvement Occupy Wall Street, le 17 novembre dernier.

**Votre résolution pour 2012 :
refuser de vous résigner**

WWW.INDIGNEZ-VOUS.CA

ACTUALITÉS

Affaire Duhamel

Des voleurs déguisés en livreurs de colis

Les cambrioleurs qui ont fait L'irruption le 21 décembre dans le condominium du champion de poker Jonathan Duhamel étaient déguisés en livreurs de colis, a-t-il révélé hier.

Au lendemain de l'arrestation d'un nouveau suspect dans ce dossier, M. Duhamel a livré une entrevue radiophonique à la station 98,5 FM, de Montréal, pour remercier les autorités policières et le public pour son appui.

Jonathan Duhamel a relaté avoir été durement battu à deux reprises par ses assaillants pendant le cambriolage. Le champion de poker, devenu multimillionnaire grâce à ses victoires, a dit avoir craint pour sa vie.

À l'arrivée des cambrioleurs, il a entrouvert sa porte d'entrée, croyant avoir affaire à des employés d'un service de livraison. Les deux hommes se sont toutefois empressés de s'introduire dans l'appartement par la force, avant de le malmener.

Les malfaiteurs se sont emparés d'une montre Rolex, d'un bracelet rappelant son championnat de poker et d'une importante somme d'argent. Seulement la montre a été récupérée.

Une ancienne fréquentation de M. Duhamel a été arrêtée samedi dernier avant de comparaître mercredi, au palais de justice de Longueuil. Bianca Rojas-Latrasse, âgée de 20 ans, fait face à cinq chefs d'accusation, dont un de complot.

Trois hommes âgés de 20, 22 et 26 ans ont aussi été arrêtés et accusés d'introduction par effraction, de vol qualifié et de voies de fait causant des lésions.

La Presse canadienne

ÉCOQUARTIER

Place aux premiers résidents de Cité Verte

ISABELLE PORTER

Québec — Le projet d'écoquartier privé de Cité verte a franchi deux étapes importantes avant Noël: l'accueil de ses premiers résidents et le lancement de sa chaufferie urbaine, une première nord-américaine dans le secteur résidentiel.

Il s'agit toutefois d'un démarrage modeste, puisque seulement quatre logements sont habités sur les 800 que comptera le projet une fois achevé. Une trentaine ont été vendus parmi les 63 qui sont actuellement disponibles.

Piloté par le bras immobilier de la compagnie d'assurances SSQ, le projet de Cité verte serait le premier écoquartier à voir le jour dans l'est du Canada. La ville de Québec compte par ailleurs en développer deux autres au cours des prochaines années: D'Estimaerville et Pointe-aux-Lièvres.

Le projet comprend une chaufferie urbaine, un système souterrain et automatisé de traitement des déchets, des moniteurs placés dans les résidences pour mesurer la consommation d'eau potable et d'énergie de chacun, des bassins pour recueillir les eaux de pluie, des bornes d'auto-partage, etc.

Or les premiers condos de Cité n'offrent pas toute la gamme des innovations écologiques promises, puisqu'ils se trouvent dans le bâtiment recyclé qui a été conçu à partir de l'ancienne résidence des Soeurs du Bon-Pasteur. Il faudra attendre la construction des bâtiments neufs à partir de 2012 pour voir «la totale», explique la porte-parole Marie Lamontagne.

Par exemple, le système de gestion automatisée des déchets qui doit être construit sous la terre n'est pas encore en place et restera limité dans le bâtiment recyclé, poursuit-

elle. Dans les nouveaux condos, les résidents vont pouvoir jeter leurs restes dans des conduites à même leur appartement, tandis que dans le bâtiment recyclé, ils devront se rendre à la réception.

En revanche, le système de chauffage à la biomasse est en état de marche depuis quelques semaines. «On est les premiers à l'offrir dans le résidentiel en Amérique du Nord», a souligné fièrement Mme Lamontagne lors d'une visite des installations un peu avant Noël.

De l'extérieur, la chaufferie ressemble à un silo à grains. Les minuscules copeaux de bois qui l'alimentent sont livrés par camion à l'entrée et acheminés dans le grand silo avant d'être brûlés dans de grands fours. Etant donné qu'une grande partie de Cité verte n'est pas en fonction, un seul des quatre fours est utilisé actuellement.

La combustion n'émet aucun gaz à effet de serre (GES), nous assure-t-on, et toute la chaleur est emmagasinée dans de grands réservoirs. La technologie développée par la compagnie allemande Viessmann permet de ré-

Le système de chauffage à la biomasse

en état de marche depuis quelques

semaines est une première dans le

secteur résidentiel en Amérique du Nord

pondre à 95 % de la demande en électricité du complexe.

«Ça produit de l'énergie pour le chauffage et pour l'eau chaude de consommation. On a besoin d'électricité [via le système régulier] principalement pour la lumière, et c'est à peu près ça. À pleine capacité, avec les 800 unités, on pense réduire de 30 % la consommation d'énergie.»

Doit-on comprendre que la facture va être de 30 % infé-



YAN DOUBLET LE DEVOIR

Le projet de Cité verte de la ville de Québec serait le premier écoquartier à voir le jour dans l'est du Canada.

rieure? Pas nécessairement. «Ça ne veut pas dire que chaque condo va avoir une facture réduite de 30 %, mais ils vont consommer moins. C'est la copropriété qui va recevoir la facture de la chaufferie, puis ils vont se la répartir.»

Hydro-Québec a investi 5 millions \$ en subventions dans ce projet. «Ce qui les intéresse, ce n'est pas tant la biomasse que les moniteurs DHMI qui sont situés dans les appartements pour mesurer la consommation de chaque résident», poursuit Mme Lamontagne. La société d'État, explique-t-elle, veut analyser le comportement des résidents «en période de forte demande».

Placés à l'entrée des appartements, les moniteurs tactiles mesurent la consommation d'eau, de chauffage et d'électricité. Le gestionnaire

de copropriété peut aussi s'en servir pour passer des messages. «Félicitations à M. Stanley pour sa très faible consommation d'électricité!», peut-on lire. «Pensez à réduire la température pendant vos heures de sommeil.»

Or les acheteurs ne se passionnent pas tous pour ces innovations vertes, concède Mme Lamontagne. «À un moment donné, on pensait qu'on aurait des gens avec une conscience un peu plus verte.» Or, «il y en a qui ont un intérêt pour la chose, d'autres pas». Pour certains, le choix de Cité verte est motivé par le désir d'habiter près du centre-ville; pour d'autres, il s'agit d'abord d'un placement, illustre-t-elle.

En plus d'Hydro-Québec, Cité verte a reçu 22,7 millions \$ du ministère des Affaires municipales et 5 millions \$ du Fonds canadien de l'énergie propre.

Le Devoir

L'odyssée mystérieuse de Pollux

MICHELLE MCQUIGGE

Cela fait des mois que Pollux a été remise à ses propriétaires, mais la méthode que la chienne a utilisée pour survivre à une escapade pancanadienne d'un an loin de chez elle demeure un mystère.

L'animal au pelage noir a quitté son domicile de Montréal à l'été 2010 et n'a été retrouvé qu'un an plus tard, en Colombie-Britannique.

Lors d'une entrevue téléphonique, Isabelle Robitaille, âgée de 28 ans, a dit seulement vouloir comprendre comment son chien a pu effectuer pareille prouesse. Elle dit d'ailleurs ne pas vouloir accuser qui que ce soit d'avoir volé sa Pollux.

Une odyssée à travers le pays semble être un destin inhabituel pour un chien qui a passé les cinq dernières années aux côtés de Mme Robitaille, de son mari et de trois jeunes enfants. Tout cela a changé le 20 juin 2010, lorsqu'un travailleur de la construction distraait a laissé un portail ouvert. Pollux en a profité pour s'enfuir et disparaître.

Sa disparition a été une source de frustration pour la famille, qui s'était résignée à une vie sans Pollux. Or leur animal était bien vivant, sur la côte ouest du pays. Pollux se trouvait dans les forêts entourant Kamloops, jusqu'en mai dernier, lorsqu'elle a été récupérée par un couple et remise à la SPCA vers la fin de juin. Un balayage rapide de la puce électronique implantée entre ses omoplates a révélé sa vraie identité.

Au début de juillet, Pollux était finalement de retour chez elle après que la division internationale de la SPCA eut accepté de payer les coûts de transport de 1000 \$ vers Montréal.

La Presse canadienne



LES CÉLÉBRATIONS DU VINGT-CINQUIÈME

Entretien gratuit pendant 25 mois.
Un cadeau, de nous à vous.

Acura célèbre ses 25 ans au pays, et vous recevez le cadeau. Profitez d'un service d'entretien gratuit pendant 25 mois sur tous les véhicules Acura 2012*.



TL 2012

ACURA
DEVANT.
acura.ca

ACTUALITÉS

CHRIS WATTIE REUTERS
Le néodémocrate Brian ToppChefferie du NPD
Brian Topp
attaque
Mulcair

Ottawa — La course à la direction du Nouveau Parti démocratique (NPD) prend du piquant alors que l'un des favoris déclenche une attaque contre l'un de ses principaux adversaires.

Dans une entrevue que le *Globe and Mail* publiait hier, Brian Topp s'en prend à Thomas Mulcair, affirmant que le député québécois veut faire du NPD un parti centriste. «[M. Mulcair] veut déplacer le parti vers le centre, ce qui est tout à fait cohérent avec son passé.»

Brian Topp signale que le député Mulcair a été ministre de l'Environnement du Québec à une époque où le gouvernement Charest mettait de l'avant des politiques qu'il qualifie de conservatrices.

M. Topp assure qu'il propose quant à lui aux membres du parti un agenda résolument social-démocrate.

A son avis, l'approche politique de Thomas Mulcair n'est pas la raison pour laquelle les Québécois ont élu 59 députés du Nouveau Parti démocratique aux élections générales du 2 mai dernier, juge le candidat. Et il n'est pas la raison pour laquelle les Québécois voteraient à nouveau pour le NPD, ajoute-t-il dans cette entrevue.

M. Mulcair n'a pas répondu à nos appels hier.

Pour sa part, la candidate Peggy Nash croit normal qu'en milieu de campagne, des candidats au leadership veuillent se démarquer. La députée torontoise de Parkdale-High Park précise cependant que son objectif dans cette course est de diriger un parti incluant MM. Topp et Mulcair. «C'est ce que j'offre», dit-elle au *Globe*.

Le député d'Ottawa-Centre et autre candidat à la direction du NPD, Paul Dewar, est quant à lui d'avis que les attaques personnelles sont plutôt caractéristiques de la méthode politique du gouvernement conservateur. La candidate Niki Ashton, députée de Churchill, au Manitoba, émet une opinion semblable.

Les membres du NPD devront choisir leur nouveau chef le 24 mars 2012, sept mois après le décès de Jack Layton.

D'après la Presse canadienne

EN BREF

Agent Orange:
Ottawa versera
des indemnités

Ottawa — Le gouvernement fédéral fait volte-face et accepte de verser une compensation à des Canadiens qui ont été touchés par l'agent Orange, a appris la Presse Canadienne, hier. Une trentaine de personnes recevront ainsi une compensation financière en vertu du programme fédéral d'indemnisation mis sur pied afin de verser une somme d'argent aux soldats qui ont été exposés à cet agent chimique pendant les années 1960, ainsi qu'à leur famille. L'herbicide toxique avait été vaporisé en 1966 et 1967 par l'armée américaine, avec la bénédiction du Canada, à la base militaire de Gagetown, au Nouveau-Brunswick. Le nombre de plaintes reçues aurait conduit à une révision des règles. — *La Presse canadienne*

Les premières ministres comptent avoir un impact sur le Conseil de la fédération

Pour la première fois de l'histoire, quatre femmes élues à la tête de leur province ou territoire prendront part à la rencontre de Victoria

SUE BAILEY

Saint-Jean — La première ministre du Nunavut, Eva Aariak, s'attend à une dynamique complètement différente, le mois prochain, quand les leaders provinciaux et territoriaux du pays se rencontreront à Victoria pour la réunion hivernale du Conseil de la fédération.

Pour la première fois de l'histoire, trois autres premières ministres prendront place avec elle autour de la table du Conseil de la fédération, à l'occasion d'une rencontre longtemps dominée par les hommes: Kathy Dunderdale de Terre-Neuve-et-Labrador, Alison Redford de l'Alberta, et Christy Clark de la Colombie-Britannique. «Les trois océans sont protégés par des femmes», a lancé en riant Mme Aariak.

Elle est beaucoup plus sérieuse quand vient le temps d'expliquer l'impact qu'aura le point de vue féminin sur des questions comme le financement fédéral des soins de santé et des programmes sociaux. «Je pense qu'il sera très stimulant pour ce groupe de se rencontrer avec plus de femmes autour de la table, a-t-elle confié lors d'une entrevue. Et je pense que la contribution des femmes sera très importante.»

Mme Dunderdale est d'accord. «Je sais que ce sera différent parce que les femmes abordent [ces questions] différem-

ment», a estimé la première ministre terre-neuvienne.

Les femmes ne traversent tout simplement pas la vie de la même manière que les hommes, a-t-elle soutenu. «Donc, ça nous donne une certaine perspective. Et certaines questions sont extrêmement importantes pour nous.»

La première ministre Dunderdale évoque notamment la nécessité de revoir en profondeur un système d'assurance-emploi qui pénalise de nombreux travailleurs, dont des femmes qui travaillent à temps

À la Chambre des communes, les femmes occupent 76 des 308 sièges, soit leur plus importante présence de l'histoire canadienne

partiel ou à leur propre compte.

«Je sais que ces questions seront examinées d'une façon différente cette fois-ci parce qu'il y a une masse critique de femmes qui peuvent discuter de choses comme l'assurance-emploi, a-t-elle expliqué. Je suis très heureuse de pouvoir compter sur des collègues qui connaissent [cette question] d'un point de vue très spécifique, qui pourront contribuer aux échanges.»

Mme Dunderdale est passée à l'histoire le 11 octobre dernier quand elle est devenue la première femme première ministre de Terre-Neuve-et-Labrador. Mmes Redford et Clark di-

rigent respectivement des gouvernements conservateur en Alberta et libéral en Colombie-Britannique, mais elles n'ont pas encore été élues lors d'un scrutin général — elles ont remplacé un premier ministre démissionnaire.

Sous-représentation

Malgré tout, les femmes demeurent sous-représentées sur l'échiquier politique canadien. À la Chambre des communes, par exemple, elles occupent 76 des 308 sièges, soit leur plus importante présence de l'histoire. Le nombre de candidates était en hausse lors des dernières élections générales, mais

les femmes ont encore du chemin à faire avant d'occuper 52 % des sièges aux Communes, ce qui refléterait plus fidèlement leur présence au sein de la population.

«C'est frustrant pour des gens comme moi qui croient que de tels changements à notre structure sont extrêmement importants, a dit Mme Dunderdale. Une fois que les femmes auront commencé à y réfléchir et qu'elles comprendront l'importance de leur implication dans des activités qui auront au final un impact sur leur vie, qu'elles doivent avoir leur mot à dire [...], c'est à ce moment que les choses commenceront fonda-

mentalement à changer. Les jeunes filles doivent savoir que c'est une possibilité pour elles.»

Nancy Pickford, de l'organisation Equal Voice, un organisme sans but lucratif qui milite pour l'implication des femmes en politique, évoque plusieurs obstacles, allant des exigences de la conciliation travail-famille à une réticence à s'exposer à l'attention des médias et du public.

«Mais nous ne voulons certainement pas perpétuer l'idée que les femmes sont retenues par leur famille», a-t-elle dit. Certaines femmes, comme Christy Clark, ont accouché pendant qu'elles étaient au pouvoir, a rappelé Mme Pickford.

«En réalité, nous n'avons pas besoin de voir toutes les mères se lancer en politique. Nous avons simplement besoin d'assez de femmes pour se présenter, qui ont un intérêt, qui sont motivées, qui ont une expérience politique, a-t-elle ajouté. Il y en a au Canada: il faut simplement que les partis s'intéressent à elles.»

Les sondages et les études démontrent que les femmes sont plus nombreuses à voter que les hommes, et que les Canadiens souhaitent voir plus de femmes en politique, a soutenu Mme Pickford. Les partis doivent activement rechercher les candidates de qualité. «Les femmes ont tendance à ne pas s'impliquer quand le processus de nomination est très serré ou fermé», a-t-elle prévenu.

La Presse canadienne

Ordre du Canada
Soixante
Canadiens
honorés

Ottawa — Une soixantaine de Canadiens, dont l'ancien premier ministre libéral Paul Martin et le lieutenant-général Charles Bouchard, viennent gonfler les rangs de l'Ordre du Canada, l'une des plus hautes distinctions du pays, récompensant des citoyens exemplaires.

Au total, 15 Québécois ont été nommés hier au sein de l'Ordre par le gouverneur général, David Johnston. Paul Martin est le seul à avoir été nommé compagnon de l'Ordre du Canada — le plus haut grade décerné. Le lieutenant-général Bouchard, qui était à la tête de la récente mission de l'OTAN en Libye, ainsi que l'homme d'affaires et propriétaire des magasins de chaussures portant son nom, Aldo Bensadoun, ont été faits officiers de l'Ordre.

Le journaliste et chroniqueur de *La Presse* Alain Dubuc et l'entraîneur de hockey Scotty Bowman sont aussi au nombre des Québécois nommés officiers. La fille de l'ancien premier ministre Jean Chrétien, la femme d'affaires France Chrétien Desmarais, a été nommée membre de l'Ordre, de même que l'ex-ministre progressiste-conservateur Benoît Bouchard et un professeur titulaire de l'École polytechnique très actif au sein de la communauté haïtienne de Montréal, Samuel Pierre. La comédienne Pierrette Robitaille, qui a joué dans plusieurs films et séries télé, a aussi reçu cette distinction.

La Presse canadienne



CHRIS WATTIE REUTERS

Le chef intérimaire du Parti libéral du Canada, Bob Rae, a dressé hier le bilan annuel de son parti.

Primes d'assurance-emploi

Les conservateurs font fausse route, affirme le chef libéral Bob Rae

MÉLISSA GUILLEMETTE

Le gouvernement conservateur fait erreur en haussant les primes d'assurance-emploi en 2012, juge le chef intérimaire du Parti libéral du Canada Bob Rae.

A partir du 1^{er} janvier, les primes d'assurance-emploi de tous les travailleurs canadiens augmenteront de cinq cents par tranche de 100 \$ de revenu imposable, pour atteindre 1,83 \$. Il s'agit de la même hausse qu'en 2011, alors qu'en 2009 et 2010, un gel avait été imposé par Ottawa.

C'est un bien mauvais moment pour augmenter le taux de cotisation à l'assurance-emploi, croit Bob Rae, alors que l'économie et l'emploi sont fragiles. «Ce n'est pas le temps de hausser les primes d'assurance-emploi, parce que c'est exactement ce qui va stopper les employeurs de créer des emplois et ça va prendre l'argent dans les poches de ceux qui ont les plus faibles revenus», a dit hier M. Rae, en conférence de pres-

se à Toronto pour dresser son bilan de l'année.

Selon lui, il aurait plutôt fallu une taxe progressive pour renflouer les coffres.

M. Rae est aussi revenu sur la question des baisses d'impôt aux grandes entreprises. «Le déficit est en croissance d'abord parce que [les conservateurs] dépensent de l'argent là où ils ne devraient pas et deuxièmement parce qu'ils baissent les impôts aux entreprises quand ce n'est absolument pas nécessaire pour maintenir une économie compétitive», a déclaré le chef libéral.

Le gouvernement fédéral a abaissé le taux d'imposition aux entreprises de 1,5 % en 2011 et une autre tranche de 1,5 % sera retranchée en 2012 pour atteindre un taux de 15 %.

Cette semaine, le porte-parole du ministre des Finances Jim Flaherty a souligné que le fardeau fiscal des contribuables est actuellement à son plus bas niveau depuis 50 ans. Il a aussi rappelé que la hausse devait au départ être de dix cents par tranche

de 100 \$, mais que le gouvernement a choisi de la réduire de moitié pour cette année afin de «protéger l'économie et les emplois». Elle sera toutefois de dix cents en 2013.

La Fédération canadienne des contribuables dénonçait tout de même la hausse de cinq cents cette semaine.

Le chef libéral estime que le parti remonte la pente, après des élections l'ayant relégué au titre de deuxième opposition. «Il y a déjà des signes qu'on reprend notre élan [...] et les résultats aux sondages sont plus positifs qu'ils ne l'ont été depuis un moment.»

Si des analystes prévoient que Bob Rae sera de la course à la chefferie en 2013, il ne s'est pas aventuré sur ce terrain. «Je continuerai d'être le chef du parti jusqu'à ce qu'un nouveau chef soit choisi», a-t-il simplement affirmé.

Pour que M. Rae puisse participer à la course, le comité exécutif libéral devrait changer les règles concernant l'intérim.

Le Devoir

SOLDES APRÈS-NOËL

15% à 60% de rabais
sur toute la marchandise
jusqu'au 2 janvier 2012

*Excluant les collections printemps 2012 et les manteaux Canada Goose.

Aquascutum
Barbour
Bogner
Boss Black
Boss Green
Brax
Bugatti
Burberry
Casamoda
Chevignon
Dormeuil
Façonnable
Jack Victor
John Smedley
Kenzo
Klaus Boehler
M.E.N.S.
Michael Kors
Pal Zileri
Paul & Shark
Polo Ralph Lauren
Robert Graham
Robert Talbot
Schneiders
Strellson
Ted Baker
Tombolini
Victorinox
Viyella

ACCESSOIRES D'HIVER
CHAUSSURES ET
BOTTES D'HIVER

2 janvier 2012 - 12 h à 18 h
Retouches gratuites sur articles à moins de 50% de rabais.

OGILVY monsieur

ESPACE HOMME AU 4^e
1307, rue Sainte-Catherine Ouest
514.845.4742
ogilvycanada.com

ACTUALITÉS

La journée du 30 décembre n'aura jamais existé aux Îles Samoa

Apia, Samoa — Pour les îles Samoa, un petit archipel du Pacifique-Sud, la journée du 30 décembre 2011 n'aura jamais existé.

Les Samoans ont en effet changé de fuseau horaire hier. Les pendules ont fait un bond de 24 heures pour être mieux en phase avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, aujourd'hui les deux principaux partenaires économiques des îles Samoa.

Les résidents, rassemblés sur l'une des principales places de la capitale, Apia, ont applaudi quand l'horloge a sonné minuit le jeudi 29 décembre, transportant instantanément le pays 24 heures plus tard, le 31 décembre.

Pour les Samoans, cet événement exceptionnel méritait d'être fêté dignement. Les îles Samoa ont ainsi annulé une décision prise en 1892 qui leur donnait plus de 20 heures de retard sur l'Australie et la Nouvelle-Zélande, mais que facilitait leurs relations avec leurs principaux partenaires commerciaux d'alors, qui se trouvaient en Californie. Et la nation polynésienne pouvait se présenter comme le dernier endroit sur Terre à voir chaque jour le coucher du soleil...

L'horloge a sonné minuit le jeudi 29 décembre, transportant le pays 24 heures plus tard, le 31 décembre

Mais le décalage horaire, au fil des années, s'est révélé problématique. Quand on était vendredi aux Samoa, c'était déjà samedi en Nouvelle-Zélande. Quand les Samoans allaient à l'église le dimanche, Sydney et Brisbane avaient déjà recommencé à travailler, a rappelé le premier ministre Tuila'epa Saialele Malielegaoi.

«Il faut se souvenir que 90 % de nos gens émigrent en Nouvelle-Zélande et en Australie. C'est pourquoi il est absolument vital de faire le changement», a-t-il souligné quelques jours avant le changement de fuseau horaire.

«Aujourd'hui, nous avons beaucoup plus d'échanges avec la Nouvelle-Zélande, l'Australie, la Chine et les pays du Pacifique comme Singapour», a-t-il observé, ajoutant que le changement de fuseau horaire rendrait le commerce avec la région «beaucoup, beaucoup plus facile».

Quelque 186 000 Samoans habitent aujourd'hui dans l'archipel, situé à mi-chemin entre la Nouvelle-Zélande et Hawaï. Ils vivent principalement des exportations de fruits et de légumes, ainsi que du tourisme. Le même nombre de Samoans vivent maintenant en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Associated Press

Le rebranding de l'année: l'État canadien

La monarchie britannique s'est immiscée partout au pays en 2011 sous le règne de Harper

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Certains rajeunissent leur décor pour être dans le coup. D'autres changent de nom pour larguer un passé devenu lourd à porter. D'autres encore adoptent un slogan pour présenter leur produit controversé sous un nouveau jour. Tous les moyens sont bons pour repartir à neuf, et l'année 2011 a été riche en rebrandings. Mais celui qui détrône tous les autres au palmarès est sans conteste la transformation du Canada en État régalien.

La monarchie britannique s'est immiscée partout au Canada en 2011, même entre les murs du parlement à Ottawa. Sans fanfare ni trompette, le gouvernement fédéral a fait installer dans le foyer du Sénat, juste au-dessus de la porte d'entrée principale, un vitrail illustrant les reines Elizabeth II et Victoria. Le but? Célébrer le 60^e anniversaire du couronnement de la première et souligner la décision de la seconde de désigner Ottawa capitale du Canada en 1857.

Le vitrail, fabriqué par l'artiste Christopher Goodman, a coûté un peu plus de 35 000 \$. Pourtant, les deux monarques étaient amplement commémorées dans cet endroit du Parlement. Tout à côté trônent un immense portrait de trois mètres de haut de la reine Victoria et un autre de plus de deux mètres de haut d'Elizabeth II. Mais les vitraux, incrustés dans la pierre, résistent au passage du temps et des modes alors que les toiles, elles, peuvent être décrochées.

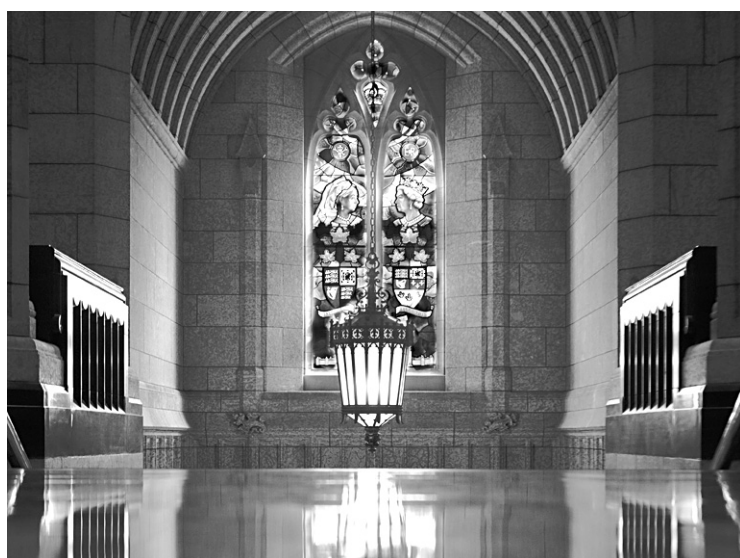
C'est justement ce qui est advenu des deux gigantesques

œuvres d'Alfred Pellon qui ornaient jusqu'à cet été l'entrée du prestigieux ministère des Affaires étrangères à Ottawa. Neuf jours avant la visite des tuteurs royaux, les jeunes Kate et William fraîchement mariés, le gouvernement conservateur a exigé qu'on retire les toiles de l'artiste québécois pour les remplacer par un petit portrait d'Elizabeth II.

Des documents ont permis d'apprendre par la suite que le portrait avait été prêté par le bureau de Stephen Harper lui-même parce qu'aucun autre n'était disponible dans un délai aussi court. Le bureau du premier ministre désire maintenant le récupérer. Le décrochage a coûté 5900 \$, auxquels on doit ajouter un montant non dévoilé pour les plaques de bronze ainsi que le nouveau portrait qui sera nécessaire pour remplacer celui prêté.

La chef, c'est la reine

Il n'est plus rare désormais d'entendre parler d'Elizabeth II comme de la «reine du Canada» par les ministres conservateurs. Si l'appellation est factuellement correcte, elle n'était à peu près jamais utilisée auparavant. À un point tel, d'ailleurs, que même l'ex-gouverneur général du Canada, Michaëlle Jean, s'était fait prendre au jeu en s'autoproclamant chef d'État du Canada, avant d'être rappelée très publiquement à l'ordre par le bureau de Stephen Harper... Quand les ambassades canadiennes ont reçu l'ordre de placer bien en vue un portrait de la «reine du Canada», le gouvernement conservateur a fait valoir que



SOURCE JAKE WRIGHT

Situé dans le foyer du Sénat le vitrail illustrant les reines Elizabeth II et Victoria a coûté un peu plus de 35 000 \$.

le Canada imitait seulement en cela les «autres pays dans le monde qui affichent des portraits de leur chef d'État dans leurs missions». C'est parce que Stephen Harper lui-même s'était fâché de n'en avoir pas vu au cours d'un voyage officiel à l'étranger que le mot d'ordre a été donné.

Tous les Canadiens ne visitent pas leur ambassade lorsqu'ils vont à l'étranger. C'est pourquoi le gouvernement a aussi pensé à eux en planifiant d'imprimer des couronnes sur les pages des nouveaux passeports canadiens, à venir en 2012. Pour ceux qui restent à la maison, 2012 sera l'occasion de célébrer en grand la monarchie avec les fêtes du jubilé de diamant d'Elizabeth II. Un budget de 7,5 millions de dollars a été réservé à ces fêtes. Les députés fédéraux ont tous reçu leur trousse de célébration remplie d'épinglettes et de drapeaux à l'emblème du jubilé. Après tout,

dixit le ministre du Patrimoine, James Moore, le gouvernement conservateur a reçu le 2 mai dernier «un mandat clair» de célébrer ce 60^e anniversaire d'accession au trône.

L'étiquette royale a aussi fait son chemin jusque dans les rangs militaires, marine et aviation redevenant chacune «royale». Ainsi, le gouvernement conservateur a pu du coup rallier deux symboles qu'il tente d'associer au Canada, soit la royauté et la chose militaire. Dans cette veine, le gouvernement a annoncé cette année que le 200^e anniversaire de la guerre de 1812 sera célébré en grand au coût de 70 millions de dollars. Même le Bal de neige, la fête destinée aux enfants organisée par la Commission de la capitale nationale, sera placée sous le signe de ce conflit en février.

On dit que le moteur de cette transformation se nomme Ray Novak, le secrétaire principal et

Les finalistes

Les sables bitumineux albertains, qui sont devenus, dans la bouche des militants de droite puis dans celle des ministres conservateurs, «éthiques».

Les coins café de McDonald's qui, avec leur nouvelle architecture d'inspiration Bauhaus, sont présentés comme des endroits branchés où il fait bon savourer une latte.

L'Action démocratique du Québec, qui devient la Coalition avenir Québec.

Le minerai québécois, qui passe de matière à brader à «roche sexy» aux allures disco dans les publicités du regroupement de l'industrie minière Minalliance.

Cité Rock-Détente, qui devient Rouge FM et se défait du jeu de mots discourtis envers les «matantes» qui l'affligeait.

ami de Stephen Harper. Ray Novak est si proche qu'il a habité au-dessus du garage de Stornoway, la résidence officielle du chef de l'opposition, pendant les quatre années où les Harper y résidaient, partageant souvent leur table. M. Novak est un farouche monarchiste, dit-on. À Ray Novak, pour avoir remporté le prix du rebranding de l'année 2011, il faut donc dire «Chapeau!» À moins que ce ne soit «Couronne!»...

Le Devoir

La catastrophe de l'année: le tsunami

Un tsunami de 15 mètres provoqué par un violent séisme en mars dernier a fait près de 20 000 morts et disparus et causé des dommages évalués à 218 milliards de dollars

MÉLISSA GUILLEMETTE

Un tremblement de terre de magnitude 9 sur l'échelle Richter et plus de 400 répliques. Un tsunami de 15 mètres de haut voyageant à la vitesse d'un avion de ligne. Près de 20 000 morts et disparus. Des dommages évalués à 218 milliards de dollars. Au-delà des chiffres, la catastrophe naturelle du 11 mars 2011 au Japon a eu un effet domino lourd de conséquences.

Elle a d'abord entraîné une panne de la centrale nucléaire Fukushima-Daiichi, située dans le nord-est du pays. Le séisme de mars dernier a provoqué une rupture de courants et les génératrices ont été endommagées par le tsunami, empêchant le refroidissement normal de réacteurs.

La vague du tsunami a été suivie d'une vague d'inquiétude: tous craignaient la formation d'un nuage radioactif qui contaminerait l'environnement. Il y a eu des explosions. De l'eau contaminée a été rejetée dans l'océan par la compagnie exploitant la centrale, Tepco. Et les réacteurs continuaient à surchauffer.

Bref, les Japonais ont appris trop tard qu'une centrale nucléaire moyenne au Japon peut résister à un séisme de magnitude 7.

Le premier ministre japonais a annoncé seulement ce mois-ci que les réacteurs défectueux sont maintenant en état de refroidissement stable. «Nous avons confirmé techniquement que l'eau de refroidissement circule de façon régulière et que les températures au fond de la cuve des réacteurs et à l'intérieur des enceintes de confinement sont maintenues sous les 100 degrés», a expliqué Yoshihiko Noda. Il aura donc fallu neuf mois pour y arriver. Et de 30 à 40 ans seront nécessaires pour les démanteler.

Avec la catastrophe nucléaire est venue rapidement la catastrophe de santé publique.

Produits de la mer et agricoles contaminés, exposition de travailleurs d'urgence et d'habitants à la radioactivité sont les nouveaux enjeux de santé au Japon.

Si la radioactivité autour de la centrale était faible même au pire de la crise, reste néanmoins que 45 % des enfants qui vivaient dans la région de Fukushima sont contaminés, à de faibles niveaux, d'après des tests réalisés par le gouvernement japonais.

Des experts prévoient d'ailleurs une hausse des cas de cancers dans la région de Fukushima au cours des années à venir. Pour l'instant, toutes sortes de remèdes maison circulent, comme cette recette tirée d'une hypothèse d'un médecin voulant qu'un repas à base de riz et de miso repousse les radiations, tout comme la vitamine C et la pectine.

Bien sûr, avec tout ça, il y a eu la crise politique. Le gouvernement du premier ministre de l'époque, Naoto Kan, s'est fait accuser d'agir trop lentement et de ne pas tout dire à la population. «La gestion du tsunami n'a pas été mauvaise, elle a même été d'une organisation plutôt exemplaire, comparée à celle des États-Unis avec l'ouragan Katrina par exemple», analyse Barthélémy Courmont, directeur associé, sécurité et défense, à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM. Mais la gestion de la crise nucléaire a été catastrophique, ce qui fait que le Japon a maintenant un nouveau cabinet.» M. Kan a démissionné en août.

On garde en tête cette conférence de presse surréaliste où un parlementaire, visiblement très nerveux, a bu un verre d'eau provenant de l'intérieur de la centrale pour prouver qu'elle est véritablement propre. Un député a même suggéré de déplacer le parlement à Fukushima, pour rassurer les Japonais. L'idée ne semble pas avoir été retenue. Mais un premier parti



YASUYOSHI CHIBA AGENCE FRANCE-PRESSE

Le tsunami a déployé une force exceptionnelle, comme en fait foi ce bateau qui s'est retrouvé immobilisé sur le toit d'un bâtiment de deux étages à Otsuchi, une ville du nord-est du Japon.

écologiste japonais a été fondé, réunissant des élus de divers horizons.

La crise vue d'ailleurs

Le dernier domino à tomber se trouve hors Japon, alors que l'on compte 211 centrales nucléaires à travers le monde, selon un récent recensement effectué par la revue scientifique Nature. La catastrophe comparée par les experts à celle de 1986 à Tchernobyl, en Ukraine, a relancé le débat sur l'atome.

De multiples manifestations de citoyens inquiets ont eu lieu un peu partout. Depuis, l'Europe se questionne, tandis que l'Allemagne s'est engagée à abandonner complètement le nucléaire. Pourtant, avant le 11 mars, le nucléaire était vu comme une bonne façon de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Ici aussi, au Québec, la catastrophe a soulevé des questions au sujet de Gentilly-2, à Bécancour, seule centrale nucléaire au Québec. Le ministre des Ressources naturelles, Clément Gignac, n'a

toujours pas indiqué si la réfection de la centrale sera entreprise pour que ses activités se poursuivent au-delà de 2013.

Mais finalement, Fukushima n'a pas eu de grands impacts sur les réelles politiques énergétiques, rappelle Pierre-Olivier Pineau, professeur à HEC. «Ça a été un traumatisme mondial, mais il n'y a aucun pays qui a vraiment fait volte-face sur le nucléaire. Il y a des projets qui ont dû être reportés, par exemple en France, ou encore des moratoires ont été instaurés sur le développement de certains projets, mais c'est tout.» Tout au plus, il aura fourni un argument de plus aux groupes et politiciens antinucléaires, selon lui.

En attendant, que reste-t-il de la catastrophe de Fukushima? Des craintes pour l'avenir, des débris dans l'océan qui ont maintenant atteint la côte ouest américaine et la vidéo incroyable de cette vague de 15 mètres qui a bouleversé la planète.

Le Devoir

Les finalistes

À la fin de l'été, la famine dans la corne de l'Afrique atteint des sommets inégalés depuis des dizaines d'années.

La tempête Washi a fait au moins 1200 morts et disparus ce mois-ci dans le sud des Philippines.

Une tornade rase la ville de Joplin, dans le Missouri, aux États-Unis, et tue 116 personnes le 22 mai.

À l'échelle du Québec et du Canada, les inondations du printemps dans le Richelieu et au Manitoba ont fait des centaines de sinistrés.

Un tremblement de terre d'une magnitude 7,2 sur l'échelle de Richter fait plus de 600 morts et 4000 blessés dans la province de Van, en Turquie, le 23 octobre.

SOLDES

20% à 70%

Enfants Des Longs Champs

Vêtements d'enfants 0 à 18 ans
Vêtements de maternité

1007, RUE LAURIER
OUEST, OUTREMONT
TÉL.: 274-2442

porter

raffinée sur toute la ligne

Porter frappe dur sur ses tarifs de base.

Économisez 50 % sur les tarifs de base. Dites OK au KO.
Réservez avant minuit le 6 janvier 2012 avec le code BOXE50



Vols au départ de Montréal. Mentionnez le code BOXE50

Voyagez d'ici le 30 avril 2012. Les tarifs ci-dessous incluent le rabais de 50 %.

Les tarifs aller simple incluent les surcharges de ligne aérienne et les frais d'aéroport.**

TORONTO 17 par jour 88 \$*	HALIFAX 2 par jour 118 \$*	ST. JOHN'S 148 \$*	SAULT STE. MARIE 137 \$*	SUDBURY 132 \$*	THUNDER BAY 137 \$*	WINDSOR 127 \$*	TIMMINS À partir du 16 janvier 137 \$*
CHICAGO 147 \$*	MYRTLE BEACH 260 \$*	NEW YORK 132 \$*	VERMONT À partir du 15 décembre 184 \$*	BOSTON 147 \$*	Réservez en ligne ou contactez votre agent de voyages.		

*Le rabais s'applique au tarif de base sans frais ni taxes. Porter peut exiger un achat jusqu'à 21 jours à l'avance. Ce tarif aller simple n'exige pas l'achat d'un aller-retour. Les sièges à ce tarif sont en nombre limité et peuvent ne pas être disponibles sur tous les vols ou pour toutes les dates. Ces tarifs pourraient ne pas être en vigueur pendant toute la durée de la promotion. Offre valable pour les nouvelles réservations seulement.

**Ces tarifs ci-dessus aller simple incluent les services de NAV Canada, les frais d'assurance et les frais d'amélioration aéroportuaire (FAA), mais excluent les taxes et frais gouvernementaux. Les tarifs à destination de Montréal peuvent être différents.

flyporter.com

LES INDIGNÉS

À l'origine d'un cri

De quoi l'indignation est-elle le symptôme?

STÉPHANE BAILLARGEON

Les pauvres s'appauvrissent. La classe moyenne fait baisser la moyenne. Les riches s'enrichissent. Le cabinet de conseil Cappemini et la Bank of America ont calculé que le nombre de millionnaires (en dollars) a crû encore, en cette année de crise généralisée. Les superriches sont maintenant près de onze millions aux États-Unis seulement.

Mais que font les plus nantis des nantis avec leurs revenus plusieurs centaines de fois supérieurs à ceux des mieux payés de leurs employés? Le magazine *Canadian Business* a publié en octobre un numéro spécial sur les cent Canadiens les plus friqués, juste au moment où s'amorçaient les occupations de Bay Street à Toronto et du square Victoria à Montréal. On y apprenait par exemple que la mode est maintenant aux gigayachts de 200 pieds et plus, les moins ostentatoires superyachts faisant tellement 2010.

Avant-hier, dans la *Tribune de Genève*, une dame signait une petite lettre pour s'indigner d'une brève publiée quelques jours plus tôt annonçant que Céline Dion possède fièrement 3000 paires de chaussures. «Je viens de compter les miens, en incluant bottes de neige, sandales d'été et pantoufles, écrit-elle. Je n'arrive qu'à vingt. Comment peut-on justifier un tel étalage de possessions inutiles?»

Ce ne sont pas les raisons de s'effusquer qui manquent en 2011, comme elles abonderont en 2012. Ici contre un tyran. Là contre des mesures qui paupérisent toujours plus les masses, alors que les oligarques de la planète rotent dans la mangeoire.

Mais de quoi parle-t-on au juste? Existe-t-il seulement quelque chose comme un mouvement des indignés? Au fond, qu'est-ce que l'indignation? Une simple version édulcorée des révoltes d'autrefois? Un pastiche des anciennes révolutions à une époque où le capitalisme triomphe partout, sans crainte ni menace?

La crise, quelle crise?

«La presse fait beaucoup d'amalgames et mélange des réalités sociales structurées par des facteurs très locaux», dit Marcos Ancelovici, professeur de sociologie de l'Université McGill, spécialiste des mouvements sociaux, en rappelant qu'en Espagne, là où tout a commencé cette année, on a d'abord parlé du Mouvement du 15 mai, puis des Indignados. «Les manifestants ont repris cette étiquette des indignés. En France aussi, l'appellation est restée, même si la mobilisation ne décolle pas. En Grèce, il n'y a pas eu d'occupation, seulement des manifestations quasi quotidiennes, mais qui ne mobilisaient pas tant de monde que ça, surtout dans un pays de grande tradition militante. En comparaison, en France, la réforme des retraites à l'automne 2010 a mobilisé de un à trois millions de personnes par manifestation, à dix moments différents, pendant quatre mois. À côté, 10 000 Grecs devant le parlement, c'est minuscule.»

Le professeur Geoffrey Pleyers de l'Université catholique de Louvain, spécialiste de l'altermondialisme et des mouvements sociaux, observe aussi la disparité des ancrages nationaux de la crise, surtout quand on adopte une perspective assez large pour englober les indignés du printemps arabe. Il souligne tout de même certains liens entre toutes



Le masque inspiré du visage du martyr anglais Guy Fawkes et popularisé par la série de bandes dessinées et le film *V pour vendetta* a inspiré le mouvement des indignés à New York, Londres, Madrid et autres villes à travers le monde.

ces manifestations de ras-le-bol. D'abord sur le plan des formes d'action, avec ces modèles d'occupation «très démocratiques» des places publiques. Ensuite, par rapport à la revendication qui finit toujours par toucher le cœur du système politique.

«Le mouvement profondément citoyen, et c'est commun à tous les pays, ne vise pas l'engagement sur des listes électorales de droite ou de gauche», note le professeur Pleyers, auteur de *Alter-Globalization. Becoming Actor in the Global Age* (Cambridge). «Il y a un net désenchantement vis-à-vis de la démocratie représentative occidentale ou des dictatures arabes. Les indignés ne cherchent pas le pouvoir: ils réclament plus de pouvoir. Mais qui s'en empare finalement? Les acteurs les plus organisés dans le cas du monde arabe, les frères musulmans, par exemple, qui n'ont pas fait la révolution. En Espagne, c'est le parti de droite qui en a profité aux récentes élections parce que les gens de gauche ne sont pas allés voter. Le mouvement des indignés témoigne d'une crise de la démocratie sans choix.»

Cette crise des institutions de la démocratie représentative ne se manifeste évidemment pas que dans la rue. La rhétorique québécoise à la mode promettant de «faire la politique autrement» témoigne de la grande fatigue du système, tout comme les choix aux urnes ou dans les sondages des Québécois prêts à se donner à quiconque annonce du changement. En fait, toutes les vieilles instances démocratiques semblent ébranlées sur leurs fondements, y compris l'école, les syndicats et les médias.

«Je crois qu'une des premières raisons pour lesquelles les gens prennent la rue, c'est qu'ils ne se reconnaissent plus dans les grands partis politiques, qu'il soit de droite ou de gauche, en-

chaîne le professeur de McGill. Ils ont l'impression que les grands partis font tous la même chose: couper, couper, couper. C'est de la mascarade et ce n'est pas de la démocratie. D'ailleurs, la coalition qui a lancé le mouvement en Espagne s'appelle *Démocratie réelle* maintenant, et leur premier slogan disait: Ils ne nous représentent pas.»

Généalogie de la résistance

Un autre slogan, «We are the 99%», synthétise magnifiquement cette perspective (voir le texte ci-bas). Ce mot d'ordre réclame une réforme radicale pour que l'égalité des chances et la démocratie aient un sens réel.

En fait, à tout prendre, rien ne semble moins «naturel» à la plupart des traditions sociales que l'idée d'égalité, dont le combat semble sans cesse à recommencer. Après les épouvantables creux d'inégalités et de barbarie de la première moitié du siècle, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les sociétés occidentales ont conclu un nouveau contrat social fondé sur la redistribution des richesses et la solidarité. Ce pacte a commencé à éclater au tournant des années 1980. Le scandale de l'inégalité et de la pauvreté s'affiche à nouveau partout.

«On parle d'indignation depuis des mois, c'est le mot à la mode, mais l'indignation elle-même est de toujours et elle ne suffit pas à expliquer les mobilisations», dit encore Marcos Ancelovici. La grande majorité du temps, les gens sont indignés et ils passent à autre chose. La mobilisation a besoin de cette émotion, mais il faut beaucoup plus pour que ça dure. Il faut des organisateurs, des ressources, des communications, des réseaux.»

Le mouvement des indignés de 2011 durera-t-il? «Dans un an ou deux, que restera-t-il de ces

mouvements des indignés? reprend le professeur Pleyers. Surtout que la transmission de la mémoire des opposants semble très faible. Les indignés reprennent des revendications des altermondialistes sans le savoir, comme ceux-là reprenaient de vieilles idées sans en connaître l'origine. La transmission de la mémoire critique semble plus difficile. On a par exemple noté que les indignés n'applaudissent pas. Ils bougent leurs mains sans les frapper. Or, les altermondialistes le faisaient et les anarchistes au XIX^e siècle aussi.»

Le professeur Ancelovici accorde plus de chances de survie aux Indignados espagnols, plus durement touchés par la crise, très axés sur la résolution de problèmes pratiques, par exemple la saisie de centaines de milliers de maisons par les créanciers. Aux États-Unis comme en France, les campagnes présidentielles pourraient relancer la pression pour un temps seulement.

Surtout, il manque une idéologie fédératrice aux critiques du système. Le communisme est mort, et avec lui le dernier grand appareil complet d'opposition. L'écologie peine à se structurer politiquement ou fonctionne par lobbying.

«Pour moi, l'absence d'idéologie de rechange est une bonne chose», conclut le professeur Pleyers. On voit bien où les grandes utopies nous ont menés. La dictature communiste était une solution de rechange très claire. Il y a plutôt des expérimentations locales et un impact médiatique évident. Les indignés de Londres ont fait les manchettes en octobre. Or les indignés de Londres étaient à tout casser 300 personnes. Pourquoi? Mais parce qu'ils ont un message très fort autour des idées de contrôle des marchés financiers ou de reddition des comptes par le gouvernement.»

Le Devoir

L'Imperium mundi des temps modernes

La Rome antique était-elle moins égalitaire que nos sociétés?

STÉPHANE BAILLARGEON

La masse des 99% d'un bord. L'élite du 1% de l'autre. Le slogan des indignés d'Occupy Wall Street pourrait remporter un Oscar de la pub: «We are the 99%», nous sommes les 99%. C'est fort, très fort.

Mais ça veut dire quoi au juste? Est-ce vraiment toute cette masse contre une minime oligarchie? Et puis, n'est-ce pas ainsi que les humains vivent depuis toujours, ou presque?

Une fascinante étude (*The Size of the Economy and the Distribution of Income in the Roman Empire*), publiée dans le *Journal of Roman Studies* (numéro 99), permet d'oser comparer. Les historiens Walter Schiedel (Université Stanford) et Steven Friesen (Université du Texas) ont passé en revue toute la littérature disponible, y compris la Bible et les livres de comptes des grands domaines de l'*Imperium romanum*, pour évaluer l'état de la richesse de l'empire à son zénith de puissance, autour de 150 de notre

ère. Les deux savants estiment que le 1% des Romains les plus choyés accaparait alors environ 16% de la richesse. On répète: seize pour cent.

L'empire abritait quelque 70 millions d'habitants. Tout en haut de la hiérarchie, la classe sénatoriale faisait à peine 600 membres. Au-dessus d'eux trônait une poignée de patriciens et, juste en dessous, on retrouvait les membres de la classe des chevaliers. En élargissant généreusement les ordres et les divisions sociales, l'étude estime que les 1,5% les plus fortunés jouissaient de 20% de la richesse totale de l'empire.

Qu'en est-il deux mille ans plus tard, dans l'*Imperium mundi* de notre temps? Pour oser poser la question, il faut évidemment tourner les coins ronds et accepter l'idée que l'échelle sociale est en fait un escalator: la hiérarchie demeure, mais toute la société se déplace en même temps. Un très riche Romain possédait des centaines d'esclaves. Un sans-abri de Montréal peut se faire soigner gratuitement, comme tout le monde.

Le coefficient de Gini (d'après le statisticien italien Corrado Gini) permet de mesurer le degré d'inégalité de la distribution des richesses dans une société. Le taux suivi par la CIA elle-même (*Distribution of family income, Gini index*, sur le site *cia.gov*) place la Namibie, les Seychelles et l'Afrique du Sud en tête de la

La magnifique idée d'égalité vacille et meurt dès qu'elle n'est plus portée par un slogan et des actions revendicatrices

liste honteuse. Le premier pays européen de la liste, le Portugal, apparaît au 73^e rang. La France est au 102^e, le Canada au 105^e, la Norvège, la Hongrie et la Suède ferment la marche et se révèlent donc les plus égalitaires du monde.

Les États-Unis arrivent au 40^e rang sur 140, entre la Bulgarie et le Mozambique, le Cameroun et l'Iran. Tous comptes faits, ce pays apparaît finale-

ment plus inégalitaire que la Russie, réputée pour ses oligarques milliardaires.

Aux États-Unis, la fine pointe concentrant un pour cent de la pyramide sociale accapare au moins le tiers de la richesse totale nationale. Le tableau s'avère encore plus inégalitaire quand les comptes considèrent la richesse financière: le 1% des Américains les plus choyés possèdent alors plus de 40% de la richesse. On répète: les mégafortunés américains d'aujourd'hui concentrent au moins deux fois plus de richesses que les anciens superopulents romains.

«Ces chiffres brossent le tableau de deux Rome, l'une d'une richesse appréciable, sinon fabuleuse, l'autre de maigres revenus permettant de survivre au jour le jour, sans toutefois pouvoir prospérer», résume une analyse de l'enquête savante mise en

ligne il y a quelques jours sur le site *Persquaremile.com*. «Les riches se concentraient d'ailleurs largement dans les villes, ce qui n'est pas sans rappeler la situation actuelle aux États-Unis. En effet, en se basant sur une mesure largement utilisée de l'inégalité des revenus, le coefficient de Gini, la Rome impériale paraît un peu plus égalitaire que les États-Unis.»

Richesse canadienne

Et le Canada? Ici, le top 1% accapare autour de 15% du total des revenus. Il faut remonter au début des années 1920 et à la fin des années 1930 pour retrouver une aussi forte concentration de la richesse.

Entre ces deux points, pendant la Grande Dépression, les superriches ont augmenté leur ponction à 17% d'un total en chute. Après la Deuxième Guerre mondiale, la fiscalité a constamment grugé le magot jusqu'à le faire diminuer de moitié, soit 8% du total, au début des années 1980. Les politiques néolibérales et la mondialisation (avec la financiari-

sation croissante de l'économie) a ensuite vite fait remonter la courbe jusqu'à ce 15% actuel, soit à peu près au seuil de la Rome antique, il y a deux millénaires...

O Fortuna, Velut luna, dit le poème latin. Ce n'est finalement pas si vrai: la chance ne varie pas comme la lune. Au contraire, la division inégalitaire se maintient. Pire: la magnifique idée d'égalité vacille et meurt dès qu'elle n'est plus portée par un slogan et des actions revendicatrices...

■ L'étude de Schiedel et Friesen, téléchargeable sur le site de l'université Cambridge, est aussi accessible via la version en ligne de cet article au www.ledevoir.com.

■ Le site *Persquaremile.com* a publié, le 16 décembre, l'analyse «Income inequality in the Roman Empire» de Tim Chant, où se trouvent des comparaisons avec la situation actuelle des États-Unis. Pour lire l'analyse, visitez le www.ledevoir.com.

Le Devoir

SCIENCE

La physique en pleine mutation

Les découvertes sur le neutrino et le boson de Higgs ont bouleversé notre compréhension de l'univers en 2011

PAULINE GRAVEL

L'année 2011 fut rien de moins que bouleversante pour les physiciens, qui d'un côté ont encore du mal à croire que des neutrinos ont dépassé la vitesse de la lumière et qui de l'autre sont persuadés d'avoir enfin cerné la bête qu'ils traquaient depuis des dizaines d'années: l'insaisissable boson de Higgs.

Quand le groupe du P^r Dario Autiero, de l'Institut de physique nucléaire de Lyon, a annoncé à la mi-septembre avoir observé que des neutrinos, particules élémentaires de la matière, se déplaçaient à une vitesse supérieure à celle de la lumière, une limite considérée jusqu'à aujourd'hui comme infranchissable en vertu de la théorie de la relativité restreinte d'Einstein, la nouvelle s'est répandue dans le monde entier comme une traînée de poudre. Physiciens aussi bien que novices



Dario Autiero

étaient ébahis par cette information qui dépassait l'entendement. L'observation avait été faite dans le cadre d'une expérience qui avait consisté à produire des neutrinos dans le grand accélérateur de particules du CERN (l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire), situé sous la frontière franco-suisse, et à mesurer le moment de leur arrivée au laboratoire souterrain de Gran Sasso en Italie.

D'après les calculs des expérimentateurs, les 15 000 neutrinos détectés à Gran Sasso avaient mis 60 nanosecondes de moins que la lumière à parcourir cette distance de 730 kilomètres, ce qui est une avance de 20 mètres sur la lumière à leur arrivée.

Les expérimentateurs eux-mêmes étaient d'abord incrédules, mais après maintes vérifications, ils décidèrent de faire part de leur observation insolite à la communauté scientifique, afin que des équipes indépendantes contre-vérifient les résultats et tentent de les reproduire.

À la mi-novembre, les mêmes chercheurs affirmaient avoir obtenu des résultats similaires avec un nouveau type de faisceau de protons — dont les impulsions servant à produire les neutrinos sont ultracourtes (trois nanosecondes ou milliar-

dièmes de seconde) et espacées de 524 nanosecondes — qui a permis d'accroître la précision des mesures.

«La majorité des physiciens demeurent néanmoins sceptiques et ont du mal à accepter [que les neutrinos ont dépassé la vitesse de la lumière], car la relativité d'Einstein nous dit qu'on ne peut pas dépasser la vitesse de la lumière. Or les équations d'Einstein sont vérifiées tous les jours dans les accélérateurs; il est donc absolument certain qu'elles fonctionnent très bien, souligne Georges Azuelos, professeur au Département de physique de l'Université de Montréal. Mais comme nous n'avons pas participé à l'expérience, nous ne pouvons pas nous permettre de juger et de dire qu'ils ont fait une erreur, d'autant qu'il s'agit de physiciens très sérieux et d'ingénieurs très compétents qui ont fait toutes les mesures. La plupart des physiciens croient qu'il doit y avoir une

erreur quelque part, une erreur très subtile qui est difficile à détecter.»

Georges Azuelos aimerait bien que l'observation faite au CERN soit fidèle à la réalité. «Ce serait vraiment fantastique, voire révolutionnaire, un peu comme la relativité d'Einstein qui a été une façon tout à fait nouvelle de voir le monde. Si vraiment les neutrinos vont plus vite que la lumière, c'est qu'il y a quelque chose de très fondamental qu'on ne connaissait pas.»

Si l'observation est confirmée, cela voudra donc dire que le neutrino muonique — la catégorie de neutrino observée par l'équipe du CERN — est «une particule qui n'est pas du tout comme les autres et qui vit dans un autre monde. On peut imaginer qu'elle vit dans un monde à part, mais qui se manifeste néanmoins dans notre monde. Depuis que la nouvelle a été annoncée, une multitude de conjectures sur ce que ce phénomène pourrait signifier ont été formulées. Certains physiciens émettent l'hypothèse que la vraie vitesse [limite] serait celle des neutrinos et que la lumière n'irait pas aussi vite parce qu'elle est ralentie. [...] D'autres avaient déjà proposé le concept de tachyons, des particules qui se déplaceraient plus vite que la lumière, qui peut être prévu dans certaines théories des cordes. Il s'agit toutefois d'un concept mathématique qu'on n'a



Le détecteur de neutrinos du Laboratoire de Gran Sasso, en Italie. L'engin de 1800 tonnes a capté le faisceau de neutrinos en provenance du CERN circulant à une vitesse supérieure à celle de la lumière.

ALBERTO PIZZOLI AGENCE FRANCE-PRESSE

jamais observé et qu'on ne prend pas trop au sérieux», fait savoir M. Azuelos, tout en indiquant que, parmi toutes les hypothèses formulées, aucune n'est vraiment convaincante.

Chose certaine, l'observation du P^r Autiero est encore loin d'être corroborée.

Boson de Higgs, le chaînon manquant

Lorsque des expérimentateurs du CERN ont annoncé en décembre détenir des indices

La majorité des physiciens demeurent sceptiques au sujet des neutrinos, car la relativité d'Einstein dit que rien ne peut dépasser la vitesse de la lumière

suggérant l'existence du boson de Higgs, la communauté des physiciens a jubilé plus qu'elle n'a été ébranlée par la nouvelle. Car on recherchait cette particule depuis que son existence avait été proposée dans les années 1960 par les physiciens Peter Higgs, Robert Brout et François Englert. Lesquels attribuaient au boson de Higgs le pouvoir de conférer une masse particulière aux différentes particules composant l'Univers.

«Le boson de Higgs est la particule qui manque dans l'édifice du modèle standard [la théorie qui décrit toutes les particules élémentaires constituant la matière et les forces fondamentales de l'Univers (électromagnétique, ainsi que les forces faible et forte). Toutes les particules prédites par ce modèle ont été découvertes, à l'exception du boson de Higgs», précise M. Azuelos tout en rappelant que «le modèle standard est tout à fait en accord avec tout ce qu'on a observé jusqu'à présent. Toutes les mesures de précision qui ont été faites jusqu'à maintenant sont tout à fait conformes avec ce qui est prédit par ce modèle.»

Les collisionneurs à notre disposition ne généraient pas suffisamment d'énergie pour produire le boson de Higgs, cette particule très éphémère qui, une fois qu'elle a été créée, se désintègre aussitôt en d'autres particules, et selon plusieurs «canaux de désintégration» différents. Ce qui rend très difficile sa détection, car «il faut en retrouver les débris et réussir à trou-

ver la trace de ces événements rarissimes parmi un déluge d'autres événements qui souvenent ont des caractéristiques très semblables, qu'on appelle le bruit de fond, explique Pauline Gagnon, physicienne au CERN. La technique consiste à évaluer le nombre d'événements que la théorie prévoit pour le bruit de fond et à voir si un excédent est décelé.»

Or, dans le cadre des deux grandes expériences menées au Large Hadron Collider (LHC) du CERN à l'aide des détecteurs ATLAS et CMS, de petits excès — similaires dans les deux expériences menées indépendamment — dans trois canaux de désintégration ont été observés. Ces excès semblent être la signature qu'un boson de Higgs d'une masse de 125 gigaelectronvolts (GeV) a été créé, puis s'est désintégré. Toutefois, ces excès ne sont pas assez nombreux pour permettre de crier à la découverte. Mais si le collisionneur continue de bien fonctionner, on devrait arriver

à une «conclusion définitive» en 2012, ont clamé les porte-parole des deux expériences.

Si les prochaines données confirment l'existence du boson de Higgs, «ce sera une consécration du modèle standard, car le boson en était le chaînon manquant. On aura une image très cohérente de toutes les particules et des forces que l'on connaît jusqu'à présent», déclare M. Azuelos, tout en précisant que le modèle standard ne sera pas complet pour autant. «La théorie de Newton marche très bien, mais quand on va à des extrêmes, il faut la relativité. De la même façon, le modèle standard marche très bien, mais quand on va à de très hautes énergies, il faut imaginer autre chose.»

Et s'il s'avère que le Higgs n'existe pas, les physiciens auront beaucoup plus de boulot puisqu'ils devront revoir de fond en comble le modèle standard.

Le Devoir

Congédié?
Voyez
François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.
Vieux Montréal 514.845.5545

Sophie Downs
Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.
Psychologue clinicienne
ADULTES · COUPLES
25 ANS D'EXPÉRIENCE
514-861-0630
VIEUX-MONTRÉAL

MODE & BEAUTÉ & BIEN-ÊTRE
Les incontournables

Forfait à la Découverte du St-Christophe
- Une nuitée
- Déjeuner complet pour 2
- Souper Table d'Hôte Découvertes pour 2
- Deux massages de 60 min. *
269\$
* Les soins inclus dans nos forfaits sont : un massage de 60 minutes en solo ou duo, une exfoliation, un enveloppement, un facial ou une réflexologie.
* Taxes en sus. À partir de.
Le Piccolo
450 405-4782 | hotelstchristophe.com
255, rue Denison Est, Granby, Québec J2H 2R4

Papeterie
Casse - Noisette
«L'avenir, c'est à vous de l'écrire»
Agendas, papeteries fines, cartes,
plumes et stylos, albums de photos,
articles de bureau, sceaux,
cires à cacheter, etc.
445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980
Heures d'ouverture :
du lundi au vendredi de 10h 00 à 18h 00
les samedis et dimanches de 10h 00 à 16h 30

LE DEVOIR
SERVICE
À LA CLIENTÈLE
HORAIRE DU TEMPS DES FÊTES
JEUDI 29 DÉCEMBRE : OUVERT DE 7H30 À 16H30
VENDREDI 30 DÉCEMBRE : OUVERT DE 7H30 À 16H30
LUNDI 2 JANVIER : FERMÉ
MARDI 3 JANVIER : FERMÉ
PUBLICATION
AUCUNE PUBLICATION LE LUNDI 2 JAN. AINSI QUE LE MARDI 3 JAN.

RAYMOND WEIL
GENEVE
freelancer collection
EVEREST
Jewellers Since 1950
8910, BLVD. LAJEUNESSE, MONTREAL, QUEBEC H2M 1R9
Montre (514) 388-5358
www.everest1950.com
POUR ANNONCER DANS CE GROUPEMENT, COMMUNIQUEZ AVEC
RAPHAËLLE SIRHAN DANEAU AU 514 985-3502 OU RDANEAU@LEDEVOIR.COM

ACTUALITÉS

RIRE

SUITE DE LA PAGE 1

fois peut-on voir le Québécois moyen travesti en Ti-Coune ici, en électeur molleton là, sans avoir l'impression d'un dénigrement collectif?

C'est parce qu'il sentait une tristesse semblable que le chroniqueur et humoriste François Parenteau a décidé de ne pas participer, après six éditions, à cette revue de l'année des Zapartistes. Malgré le succès de ses imitations de Jean Charrest et de Stephen Harper, Parenteau s'est retiré pour «chercher des solutions dans le grand brainstorming politique que le Québec connaît actuellement. Proposer plutôt que rigoler», a-t-il expliqué sur le site Internet du groupe. «J'avais une usure à voir que les choses ne changent pas, à voir que notre public génial est malheureusement bien minoritaire dans ses sensibilités politiques et sociales», a poursuivi François Parenteau en entrevue téléphonique. «Oui, je suis découragé par moments de notre scène politique, et non, je n'avais pas le cœur d'en refaire une joke "hop là vie nous vaincrons!". Je ferais plus un show de blues, pour être juste dans le ton de ce que je ressens.»

À la naissance des Zapartistes, il y a dix ans, Parenteau croyait pouvoir changer un petit quelque chose. «Le groupe a monté en même temps que Loco Locass et les Cowboys fringants, rappelle-t-il. On espérait être d'une génération qui va rejoindre les autres et faire de quoi, ici, au Québec.» Serait-ce donc l'impasse? «Dans la mesure où il y a une masse critique de gens qui s'en sacrent ou dont le confort est suffisant pour empêcher l'indignation qui pousserait au changement. Dans la mesure où on a des empires médiatiques qui nous baignent avec des idées qui conditionnent une part de l'électorat. Est-ce que l'humour politique devient le presto qui fait sortir la pression pour qu'après la vie continue pareil? La question se pose. Je pense qu'il y a des limites à rire jaune.»

Philippe Laguë, attrapé au téléphone alors qu'il terminait l'écriture d'un sketch pour l'année prochaine, à la radio de la Première Chaîne aujourd'hui, sent aussi la lourdeur ambiante. «L'actualité est morose. Le monde est inquiétant. Oui, je pense que toute cette mouvance à droite dans les pays occidentaux, bâties sur la libre opinion et les droits et libertés, est épouvante. En ce moment, ça prend un petit effort pour vouloir rire.»

La révolution du rire?

Pour Robert Aird, il est «plus difficile de faire de l'humour politique en état de morosité, parce que cet humour risque de déclencher un rire amer et cynique». Pour l'auteur de l'Histoire politique du comique au Québec (VLB éditeur), se moquer des mœurs politiques est depuis longtemps, ici, «un sport national. Par les journaux satiriques, les Fridolinades de Gratien Gélinas, Jean Narrache, on se moquait de la corruption, du patronage, du copinage érigé en système». Déjà vu? «C'était pire que maintenant! Les Québécois s'imaginent que tout est corrompu, mais on n'a pas idée!», affirme l'auteur.

«Du XIX^e siècle aux années 1960, on s'est moqué, mais ça ne changeait rien. Peut-être que le fait d'en rire a entraîné une acceptation de la situation. On dit qu'Yvon Deschamps et les Cyniques ont contribué à changer les choses, mais c'était la Révolution tranquille, une période d'espoir où on ramait tous dans la même direction, où il y avait des projets qui se réalisaient.»

À part les Zapartistes, peu tâtent de l'épingle politique. Le spécialiste Robert Aird nommé Guy Nantel, Maxim Martin et, dans un genre qui lui est propre, Jean-François Mercier. Ajoutons Jean-René

Dufort, en superhéros contre la langue de bois. Révons: est-ce qu'un supercomique très engagé pourrait changer le monde? «Non, répond sans ambages Aird. Il va rester un simple témoin. Sauf si un mouvement de masse accompagne la société dans ses changements. Dans ce cas, un humoriste peut devenir un outil de changement. Le rire et l'humour doivent s'inscrire dans une perspective plus large, sinon ils ne font que désamorcer la critique.» L'humour est un outil de défense. Il commande un recul. Telle serait la limite de l'humour engagé: si on rit, c'est qu'on en est déjà détaché. En revanche, le rire peut cristalliser. «Il sert d'instrument de vérité, peut dire des choses par la dérision et, par l'inversion, dévoiler certains enjeux et conscientiser.»

Tous fous, tous clowns

Les humoristes sont les héritiers du fou du roi, engagé par le pouvoir et seul à avoir le droit de le contester. Aujourd'hui, devant des politiciens-teflon, la phrase qui tue ne peut plus faire mouche: elle n'est simplement pas entendue. «C'est le règne du "Cause toujours" qu'on retrouve en démocratie», illustre François Parenteau. Pour Robert Aird, les politiciens «eux-mêmes sont devenus des espèces de bouffons. Ce sont des clowns sérieux: on les voit à Tout le monde en parle rire d'eux-mêmes et des blagues.»

Pour Philippe Laguë, l'époque limite le terrain de jeux livré aux moqueries. «Il y a des trucs que je disais dans les années 1990 à Macadam tribus, avec le personnage Amédée Brisebois, par exemple, fasciste et raciste, que je ne peux plus dire. On vit une rectitude vraiment différente, qui fait qu'on s'autocensure. Je crois qu'à force, on peint un portrait moins audacieux.» La perpétuelle menace des poursuites juridiques s'est substituée aux foudres du roi, jugulant les bons mots.

Résumons: pour que l'humour politique soit efficace, un espoir doit percer le paysage. Robert Aird: «J'ai l'impression que vient un moment où la soupape ne tient plus, où le couvercle saute. On est dans un cul-de-sac sur le plan politique: rire ne peut plus être libérateur, car il n'y a rien au bout. Ce n'est qu'une fuite en avant. On n'est malheureusement pas à la veille de sortir du cynisme politique. Plutôt que d'en rire, peut-être vaudrait-il mieux s'en indigner.»

Le Devoir

ÉNERGIES VERTES

SUITE DE LA PAGE 1

teurs et écologistes ont réclamé sa divulgation, mais en vain, auprès de l'ancienne titulaire du ministère.

Le système de tarifs garantis qui y est préconisé a été d'abord institué dans les pays européens, comme l'Allemagne et l'Espagne. Ce système impose aux distributeurs d'acheter leur électricité à prix fixes garantis par la loi pour de longues périodes et d'acheter toutes les quantités d'énergie provenant des technologies émergentes. Ces tarifs garantis ont stimulé les productions vertes, entraîné des baisses de prix en raison de la croissance des marchés et fait passer ces pays au premier plan des «producteurs verts».

De plus, ces tarifs garantis ne coûtent rien à l'État, car les distributeurs reflètent le surcoût à l'ensemble des consommateurs d'énergie peu verte, tout comme les automobilistes financent par une taxe sur l'essence le transport en commun.

Les principales énergies renouvelables émergentes sont les biocarburants (éthanol et biodiesel principalement), le biogaz tiré des déchets ou des fumiers, les biocombustibles comme les granules, les écorces ou les rebuts d'exploitation forestière, les différentes formes d'énergie solaire (photovoltaïque, le solaire thermique actif, la géothermie, les hydroliennes et les petites éoliennes de moins de 300 kW), l'hydrogène et les réseaux de chaleur. L'équipe spéciale a mis de côté la «grande éolienne», qu'il considère comme une «énergie mature» au Québec, au même titre que l'hydroélectricité. Mais il a écarté les économies d'énergie que des consommateurs auraient pu vendre à Hydro-Québec à un prix avantageux, comme on le fait aux États-Unis.

Des prix variables

L'équipe spéciale précise dans son rapport que les tarifs garantis doivent varier selon les filières pour couvrir leurs coûts de production. L'Ontario, qui utilise cette formule, fait aussi varier ses tarifs en fonction de la taille des projets, ce qui influe sur les coûts de production. Hydro-Québec a opté jusqu'ici pour le système le moins alléchant, soit la réduction de la facture des autoproductions d'électricité avec les sur-

plus qu'ils lui cèdent, ce qui n'a intéressé à peu près personne au Québec jusqu'ici, alors que le secteur de l'autoproduction explose littéralement en Ontario.

Sachant qu'Hydro-Québec est réfractaire à ce type de tarifs, le rapport propose un compromis: on établirait au Québec des «blocs d'énergie» pour chaque technologie verte au-delà desquelles Hydro-Québec Distribution (HDQ) pourrait refuser d'acheter les productions émergentes. Par contre, l'Équipe spéciale précise qu'on devrait énoncer clairement les conditions d'achat par HQD.

Afin que les prix offerts soient vraiment intéressants, le rapport recommande que ces prix égalent le «coût marginal» d'approvisionnement de HQD, soit le prix de l'électricité produite par le dernier projet de production réalisé au Québec.

De plus, comme ailleurs, ce prix de base serait majoré d'une prime en fonction des bénéfices environnementaux des nouvelles énergies vertes, comme l'évitement des gaz à effet de serre, la réduction de la pollution atmosphérique et autres impacts sur les milieux naturels, comme l'artificialisation des cours d'eau par des réservoirs et barrages. Enfin, une deuxième prime s'ajouterait pour faire profiter les énergies vertes des bénéfices économiques que leur déploiement au Québec pourrait susciter, y compris par un accroissement de la recherche. Enfin, le groupe d'experts recommande de «jumeler ce programme à une aide gouvernementale pour l'achat des équipements», laquelle serait aussi fonction des bénéfices environnementaux et économiques.

Recherche en déclin

L'équipe spéciale s'inquiète de la faiblesse croissante de la position du Québec dans la recherche sur les énergies émergentes renouvelables. Le nombre de brevets dans ce secteur depuis 1976 indique que le Québec perd du poids avec 15 % des inventions reconnues, alors que son poids économique dans la fédération est de 20 %. Durant la dernière décennie, ce poids n'était plus que de 14 %. En revanche, selon le rapport, le Québec pourrait arriver à conserver son avance dans les biocarburants et le solaire photovoltaïque. Il est aussi en avance dans le domaine des hydroliennes, que l'Équipe spéciale propose de hisser au rang de priorité.

Le rapport fait le point sur l'état des différentes technologies au Québec et propose un ordre de priorités pour les développer, sur la foi d'une analyse de cycle de vie.

Les biocarburants de 2^e génération (éthanol cellulosique et biodiesel) «ressortent du lot» en raison notamment du fait qu'ils déclassent des combustibles fossiles plus polluants. Ces combustibles fossiles représentent 38,2 % de la consommation d'énergie au Québec par rapport à 41,6 % pour l'électricité, presque totalement d'origine hydraulique ou éolienne. C'est ce qui explique, précise le rapport, que les filières de production électrique émergentes «sont restées quelque peu dans l'ombre» dans ce classement.

Sur le plan économique, les hydroliennes, le solaire photovoltaïque et les petites éoliennes viennent au deuxième rang en raison du potentiel de production et de ventes au Québec si les aides économiques proposées sont au rendez-vous. Sur le plan global, soit le résultat du classement en fonction d'une analyse de cycle de vie, les bioénergies se maintiennent en tête, suivies de la production de chaleur et, enfin, des technologies de production d'électricité. Mais ces dernières, précise le rapport, devraient avoir une place de choix dans les régions isolées où l'électricité est souvent produite avec du diesel, coûteux et polluant.

Le Devoir

500%

d'escompte sur toutes nos montures à l'achat de verres, exceptés Maui Jim, Alain Mikli & Philippe Starck.

du 2 au 31 janvier

Appelez nous pour un examen de la vue

St.Denis & Duluth
514-844-1919

Sherbrooke O & Bishop
514-985-0015

GEORGES LAOUN

OPTIC IEN

SYSTÈME

SUITE DE LA PAGE 1

pensé que je devais y participer, sans quoi je ne pourrais plus me regarder dans le miroir.»

Jean Deas a dormi deux semaines sous la tente au square Victoria, rebaptisé pour l'occasion «place du Peuple». Chaque matin, elle partait faire sa journée de travail puis revenait participer à la vie du camp installé en plein cœur du quartier des affaires de Montréal, faite de longues assemblées délibératives, de petites corvées et de multiples rencontres. Fondée le 15 octobre, la petite colonie a compté jusqu'à 250 tentes et 400 participants, avant de commencer à s'étioler puis d'être démantelée pacifiquement à la fin du mois de novembre.

Les 99 %

Lancé depuis Vancouver par la revue anticonsumériste, *Adbusters*, le mouvement Occupy Wall Street s'est rapidement étendu, cet automne, du parc Zucotti, à New York, à quelques centaines de villes, dont au moins une dizaine au Canada. Le mouvement disait vouloir défendre les intérêts de 99 % de la population contre les pouvoirs et privilèges des grands financiers, la croissance des inégalités, l'inertie coupable des gouvernements et tous les autres échecs du capitalisme.

La dernière crise financière et économique a pourtant donné lieu à plus d'une promesse de réformes du marché financier et du mode de développement économique dans les pays industrialisés. Ces promesses sont toutefois largement restées lettre morte, estime Bernard Elie, professeur de sciences économiques à l'UQAM. «Contrairement à la crise des années trente, la leçon n'a pas du tout porté. C'est toujours la même caste qui s'enrichit et s'autocongratule.» Presque rien n'a été fait, dit-il, en matière de lutte contre les paradis fiscaux, de contrôle des salaires des dirigeants d'entreprises, de transparen-

ce accrue du marché des produits dérivés ou d'encadrement des agences de notation.

Un grand nombre de solutions, comme l'imposition d'une taxe sur les transactions financières, requerraient l'adoption de règles communes à l'ensemble des pays, mais les gouvernements semblent incapables d'en convenir, poursuit Bernard Elie. «On a fondé au début de grands espoirs dans le G20, mais il s'est révélé décevant.» Contrairement à la Grande Dépression qui avait ouvert la porte aux théories de John Maynard Keynes, aucune solution de rechange aux théories économiques en vogue depuis 30 ans ne semble, non plus, en voie d'émerger.

Rendre à César...

Certaines affirmations des manifestants du square Victoria en ont fait tiquer d'autres. Certains n'ont pas manqué, entre autres, de rappeler que le monde financier canadien n'a pas versé dans les mêmes excès qu'à New York ou Londres.

«Je n'ai pas de mal à imaginer que les États-Unis seraient aux prises avec un problème d'inégalité et de pauvreté croissantes, mais il faut dire les choses comme elles sont: ce n'est pas le cas au Québec», note pour sa part Luc Godbout, professeur à la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke. S'il est vrai que le marché creuse de plus de plus les écarts de revenus entre les riches et les pauvres partout sur la planète, la fiscalité et les paiements de transferts continuent de faire leur travail de répartition de la richesse, dit-il.

Il en veut notamment pour preuve le fait que le revenu de marché du cinquième de la population le plus riche au Québec était 8,2 fois plus élevé que celui du cinquième le plus pauvre en 1976, mais que cet écart se réduisait de moitié (4,3) une fois passés les impôts et transferts. L'effet égalisateur de ces mécanismes publics de répartition de la richesse était encore plus spectaculaire en 2009, alors que les revenus de marché des Québécois les plus riches ont été 11,2 fois plus

élevés que ceux des plus pauvres; or, au final, ils n'ont gagné que 4 fois plus que les autres.

Un constat similaire s'impose en matière de pauvreté, poursuit l'expert. La proportion de la population québécoise vivant sous le seuil de la pauvreté, telle que définie par le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion, est restée, de 2000 à 2009, d'environ 25 % pour les personnes seules, mais s'est réduite de 7,1 à 4,5 %, pour les ménages de deux adultes et deux jeunes enfants et a fortement baissé, passant de 36 à 21 %, chez les familles monoparentales d'un enfant. Ces derniers progrès découlent évidemment de plusieurs facteurs, dont, au premier chef, la création d'emplois. Mais cette dernière a aussi été influencée par des politiques publiques, comme la mise sur pied du réseau des garderies.

«Je veux bien qu'on critique le système québécois, mais encore faut-il le faire pour les bonnes raisons et savoir reconnaître ses succès quand il y en a», conclut Luc Godbout.

Un premier pas essentiel

On a beaucoup entendu reprocher aux manifestants du mouvement Occupy Wall Street de se contenter d'une critique tout aussi générale que floue du système, sans programme politique ni pistes de solution. «Cette absence de programme politique ne me dérange pas. Les cibles visées sont les bonnes», dit Harvey Mead, premier commissaire au développement durable du Québec de 2007 à 2008 et acteur dans le domaine depuis 45 ans. Contrairement aux indignés arabes ou même européens, les Nord-Américains commencent à peine à prendre concrètement conscience du lien qui existe entre les crises économiques et financières, dont tout le monde s'occupe, et les crises des changements climatiques, de la pauvreté, des inégalités...

«Il faut voir cela comme les premiers pas d'un mouvement qui n'a pas encore atteint une masse critique», pense-t-il. Un mouvement qui n'est pas sans rappeler, à ce Québecois d'origine américaine, les débuts de la lutte des droits civiques aux États-Unis et de la Révolution tranquille au Qué-

bec de sa jeunesse.

Il faudra toutefois faire vite, car les conséquences néfastes de notre conception actuelle du développement ne feront que s'aggraver et s'accroître. «On dit partout qu'il y a un consensus sur le besoin d'un nouvel indicateur de développement humain, mais je ne vois aucune indication de l'application de ce consensus dans les faits. Tout cela est du théâtre et je crois que les gens s'en rendent de plus en plus compte», déplore cet auteur d'un récent ouvrage explorant justement ce que pourrait être un «indice de progrès véritable» qui remplacerait l'habituel produit intérieur brut (PIB).

Impact

Le mouvement d'occupation de cet automne semble avoir eu un résultat mitigé. Un sondage Senergis-Le Devoir rapportait en novembre que 85 % des Québécois avaient entendu parler du mouvement d'occupation commencé à New York. Moins de la moitié d'entre eux (46 %) disaient toutefois appuyer les revendications des indignés. De ce nombre, près de la moitié (45 %) critiquaient les pratiques douteuses du monde de la finance, mais presque autant dénonçaient «les taxes et impôts trop élevés» (40 %). Cette petite moitié de supporters en avait aussi, mais à un degré moindre, contre «l'endettement des gouvernements» (24 %) et les «inégalités croissantes» (24 %). L'aide aux démunis, la protection de l'environnement et l'emploi n'arrivaient que beaucoup plus bas dans la liste.

Joan Deas ne regrette rien. «On a créé un fantasme laboratoire vivant autour des valeurs de démocratie directe et de développement plus humain. On a connu des difficultés — dont les médias ont beaucoup fait écho —, puis ça s'est terminé. Cette expérience ne pouvait pas durer éternellement. D'un modèle sédentaire, nous essayons maintenant de passer à un mouvement nomade, furtif. Mais je crois que nous avons déjà réussi à passer un message.»

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction
Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com
Bureau de Québec 418-643-1541

La publicité
Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390